



MEMORANDUM

CC. Buenos Aires

A - TO : Administration Centrale du HCR

DE - FROM : Guy Prim, Délégué régional assistant pour l'Amérique latine
mériidionale *Guy Prim*

NOTRE - OUR REF. : 699

Rio de Janeiro, le 25 octobre 1978

VOTRE - YOUR REF. :

DATE:

OBJET - SUBJECT : 78/TF/LAM/SA/5 - Service de psychothérapie en faveur des réfugiés
en transit au Brésil

1. Nous nous référons au mémorandum n° 264, en date du 4 octobre 1978, que M.Muller nous a adressé, en réponse à notre mémorandum 379 en date du 13 septembre 1978 concernant le sujet sous rubrique.
2. Afin de vous permettre de soumettre un rapport complet à l'agence "Brot fur die Welt" qui a déjà contribué pour 9.000 DM à ce projet, vous trouverez bien trouver ci-après quelques données qui vous permettront de dire à cette agence combien leur donation a été utile au bien des réfugiés et combien il nous serait nécessaire qu'ils poursuivent leur aide.
3. Ces informations viennent en complément de divers rapports périodiques que nous vous soumettons depuis le début de notre mission à Rio (le premier datant du 19 juin 1977). En particulier vous trouverez matière pour vos rapports à l'agence "Brot fur die Welt" dans les documents suivants:
 - a) Rapport périodique en date du 25 avril 1978, page 6, paragraphe 31.
 - b) Mémoire n° 429 en date du 24 juillet, page 3, paragraphe 11.
 - c) Rapport périodique en date du 14 août 1978, page 3, paragraphes 7,8 et 9.
 - d) Mémoire n° 626, en date du 3 octobre 1978.
4. Ce dernier document (d) vous donne le total de réfugiés qui ont bénéficié de ce projet ainsi que des sommes dépensées, dont on trouvera ci-joint le relevé sous forme de tableau récapitulatif.
...
5. Nous nous contenterons donc ici de vous donner quelques arguments écrites supplémentaires pour convaincre "Brot fur die Welt" de poursuivre son aide, puisque chiffres et comptabilité vous sont déjà connus.
...

FICHE INDIVIDUELLEChef de Famille

Nom et prénoms: CHIAPPE, Alberto Ignacio
 Date et lieu de naissance: le 9 février 1950 à Buenos Aires (Argentine)
 Nationalité: Argentine
 Etat civil: Marié
 Profession: Chauffeur de taxi - Etudiant en Sciences Biologiques

Epouse

Noms et prénoms: SUAREZ DE CHIAPPE, Marta Herminia
 Date et lieu de naissance: le 24 décembre 1948 à Córdoba (Argentine)
 Nationalité: Argentine

Enfant

Nom et prénoms: CHIAPPE, Diego Martin
 Date et lieu de naissance: le 30 juillet 1974 à Buenos Aires (Argentine)
 Nationalité: Argentine

BREF RESUME DU CAS

M.Chiappe commence sa militance politique en 1969 comme membre actif de l'AUL ("Agrupación Universitaria por la Liberación"), groupe qui menait des activités au sein de la Faculté de Sciences Exactes et Naturelles de l'Université de Buenos Aires où il poursuivait ses études. Ce groupe adhère à l'idéologie de la gauche nationale, appuyant les revendications des étudiants ainsi que les manifestations populaires contre le gouvernement militaire au pouvoir à cette époque-là.

En 1970, M.Chiappe entre à l'Armée pour y accomplir son service militaire jusqu'en 1972. Pendant cette période-là, il ne mène aucune activité politique.

Une fois son service militaire accompli, M.Chiappe continue ses études à l'Université et rejoint alors la CENAP ("Corriente Estudiantil Nacional y Popular"), groupe qui faisait partie du Mouvement National Périconiste.

En novembre 1972, il connaît celle qui est aujourd'hui son épouse, lors d'une manifestation populaire organisée pour se rendre à l'aéroport d'Ezeiza recevoir le Général Péron, le jour de son retour en Argentine. Cette même année, il est arrêté en sortant d'une église.

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

NEW YORK

CABLE ADDRESS • UNATIONS NEWYORK • ADRESSE TELEGRAPHIQUE

FICHA INDIVIDUAL

APELLIDO: FORNARI

Nombres: Tulio Icilio

Fecha y lugar de nacimiento: 23 de diciembre de 1935, Rosario, Pcia. Sta. Fe-Argentina

Estado civil: Casado

Profesión: Arquitecto

ESPOSA

APELLIDO: NEGRIN de FORNARI

Nombres: Chel Ita

Fecha y lugar de nacimiento: 6 de junio de 1932, Jacinto Arauz-Argentina

Estado civil: Casada

Profesión: Arquitecta

RESUMEN DEL CASO

El Sr. Fornari no había pertenecido a ningún movimiento, partido u organización política hasta el año 1973. Anteriormente simpatizaba con la izquierda peronista pero nunca había tenido conexión orgánica ni informal con ella. Cuando comenzó la campaña electoral del Frente Justicialista de Liberación, a principios de 1973, el Sr. Fornari comenzó, de manera individual y espontánea a visitar a conocidos, procurando motivarlos para que votaran al FREJULI. Esta acción tuvo sin duda difusión y luego del triunfo electoral le fue ofrecido el cargo de Decano Interventor de la Facultad de Arquitectura y Urbanismo de la Universidad Nacional de La Plata. Desempeñó esa tarea desde junio de 1973 hasta octubre de 1974, fecha en que la Universidad fue reintervenida y dos altos funcionarios de la misma, asesinados.

Cabe señalar que durante ese tiempo la participación política del Sr. Fornari se limitó a asistir a algunas asambleas y actos docentes estudiantiles. El Sr. Fornari cree que uno de los hechos que dio lugar a su posterior persecución de parte de las autoridades argentinas fue que en 1961 se realizó en Argentina un Congreso de la Unión Internacional de Arquitectos donde el arquitecto Machado Ventura, representante de Cuba, habló de la necesidad de profesionales que tenía en ese momento su país y formuló una invitación general para que quien quisiera, fuera a trabajar allá.

Fue así que el Sr. Fornari y su esposa (también arquitecta) decidieron ofrecer sus servicios. Procuraron entonces visa en la Embajada de Cuba en Buenos Aires y no la obtuvieron. Viajaron entonces, en 1961, a Méjico y allí la consiguieron. Poco antes de dos meses de residir en Cuba debieron regresar a la Argentina ya que fueron informados del fallecimiento del padre de su esposa. Cabe señalar que el viaje del Sr. Fornari a Cuba fue absolutamente legal, su pasaporte fue sellado quedando registrado oficialmente su paso por Cuba. Sin embargo, él asegura que a partir de ese momento quedó "fichado" por las autoridades.

Más tarde, el Sr. Fornari y su esposa fueron contratados por la Facultad

FICHE INDIVIDUELLEChef de Famille

Noms et prénom:
 Date et lieu de naissance:
 Nationalité:
 Etat civil:
 Profession:

CABRERA MAIZ, Esteban
 le 23 octobre 1939 à Asunción (Paraguay)
 Paraguayenne
 Marie
 Ouvrier en construction

Epouse

Nom et prénom:
 Date et lieu de naissance:
 Nationalité:

ZARNIKOSKY, Matilde
 le 3 septembre 1947 à Asunción (Paraguay)
 Paraguayenne

Enfants

Nom et prénoms:
 Date et lieu de naissance:
 Nationalité:

CABRERA, Laura Viviana
 le 17 août 1963 à Buenos Aires (Argentine)
 Argentine

Nom et prénoms:
 Date et lieu de naissance:
 Nationalité:

CABRERA, Gabriel Esteban.
 le 23 août 1967 à Buenos Aires (Argentine)
 Argentine

RESUME DU CAS

En 1958, M.Cabrera Maiz et ses parents quittent le Paraguay, leur pays d'origine, pour se refugier en Argentine à la suite de persecutions dont ils sont victimes de la part des autorités paraguayennes. Ils étaient membres actifs du Parti communiste paraguayen.

Une fois en Argentine, M.Cabrera Maiz et ses deux frères forment un ensemble musical paraguayen jouant de la musique latino-américaine. En 1960, ils deviennent eux-mêmes membres actifs du Parti Communiste paraguayen et, à travers la musique, ils collaborent aux activités politiques du Parti Communiste paraguayen et du Parti Communiste argentin, à Buenos Aires ainsi qu'à l'intérieur du pays. Ainsi leurs activités sont vite connues du public et, jusqu'en 1972, ils organisent des réunions politiques à leur domicile.

En 1967, la soeur de M.Cabrera Maiz (Lidia Ester Cabrera) obtient une bourse pour suivre des études à Moscou où elle fait la connaissance d'un autre boursier paraguayen, membre lui aussi du Parti communiste paraguayen avec lequel elle se marie (M.Sotero Franco Venegas).

En 1975, M.Cabrera Maiz et ses deux frères se rendent à Puerto Iguazú (Province de Misiones) pour y résider, à la frontière argentine-paraguayenne. Là, tous les trois arrivent à construire un bâtiment qu'ils utilisent comme restaurant où ils organisent des "penas folcloricas" (réunions musicales) et y font la connaissance de gens de diverses tendances politiques. C'est ainsi qu'ils menent des activités politiques avec des membres du Parti communiste de la région et reçoivent de temps à autre la visite de fonctionnaires du Comité central de Buenos Aires, tel que celle du député national représentant du Parti

CHART ON DEPARTURES OF REFUGEES IN TRANSIT IN BRAZIL FOR PERMANENT RESETTLEMENT COUNTRIES

1978

COUNTRIES	JANUARY Cases Nº Pers.	FEBRUARY Cases Nº Pers.	MARCH Cases Nº Pers.	APRIL Cases Nº Pers.	MAY Cases Nº Pers.	JUNE Cases Nº Pers.	JULY Cases Nº Pers.	AUGUST Cases Nº Pers.	SEPTEMBER Cases Nº Pers.	OCTOBER Cases Nº Pers.	NOVEMBER Cases Nº Pers.	DECEMBER Cases Nº Pers.
BELGIUM	1 1	6 13	2 5		1 4		1 3					
CANADA		1 1				1 1		1 1				
COLOMBIA									1 2			
CUBA			1 2									
DENMARK		1 1										
FINLAND		1 4										
FRANCE	8 19	6 17	6 7	1 3	3 5	2 11	2 8	7 14	2 4	5 7		
GREAT BRITAIN							1 1					
MEXICO				1 2				2 5				
NETHERLANDS	6 11	8 26	5 21					1 1	1 1	4 7		
NORWAY				3 3								
PANAMA										1 5		
SPAIN				4 10				1 3				
SWEDEN	11 29	16 43	28 90	9 15	2 3	21 37	1 5	25 63	4 11	11 36		
SWITZERLAND	6 20	4 11	2 7		3 8			2 2	1 1	6 7		
VE涅ZUELA		1 4	1 3							2 2		
TOTAL	32 80	44 120	49 145	14 23	9 20	24 49	5 17	68 89	10 24	28 59		

Note Verbal

The Royal Danish Embassy in Brazil presents its compliments to the Regional Office for the Southern part of Latin America of the United Nations High Commissioner for Refugees and in reply to the Regional Office's note nos. 432, 494, 517, and 525 of July 25, August 9, 22, and 23 respectively has the honour to inform that the requests made for admission to Denmark by the refugees concerned unfortunately can not be complied with by the competent Danish authorities. The reasons for this refusal are not to be found in concrete personal circumstances with the Argentinians requesting resettlement in a third country, but in the fact that Argentine refugees are not included in the actual programs (quotas) for reception of refugees in Denmark.

The decision of the Danish Government of June 13, 1978 on the introduction of an annual quota of approximately 500 refugees will only come into force on January 1, 1978. The criteria of the reception of refugees according to the quota of next year will in concert with the UNCHR in Geneva be established by a committee representing the four competent Danish authorities, which will hold its constituent meeting on September 26, 1978.

In the light of the above there is unfortunately no purpose in forwarding further requests for admission to Denmark from Argentine refugees living temporarily in Brazil until the turn of the year.

The Royal Danish Embassy will inform the Regional Office about any further instructions which it might receive concerning the matter.

The Embassy avails itself of this opportunity to renew the Regional Office of the UNCHR the assurance of its highest consideration.

Brasília, September 26, 1978



Lf/gf

cc: MM. Franco
Jackson
Jaeger
Jahn
Muller

78

R.O. Buenos Aires (by pouch)
Prot. float
Registry (3)✓

HIGH COMMISSIONER
FOR REFUGEE
Received
4 OCT 1978

M. Guy Prim
Délégué régional assistant, Rio de Janeiro

Robert Muller
Chef, Section Amériques, Péninsule ibérique et Océanie
I.C. - 6CO.BRA

4 octobre 1978

M. Norberto HABEGGER, Argentin disparu au Brésil

1. Madame Florinda CASTRO de HABEGGER nous a récemment rendu visite en vue d'intercéder en faveur de son mari disparu au Brésil. Elle nous a remis un document émanant du "Comité de Solidaridad con el Pueblo Argentino" au Mexique, et contenant diverses informations sur le cas en question; nous vous en joignons une photocopie. Lors de sa visite, Mme Castro de Habegger a manifesté son intérêt de se rendre prochainement à Rio pour effectuer sur place diverses démarches. Elle a demandé la protection du HCR à cet effet; nous lui avons fait savoir que cette protection échappait à nos possibilités, mais qu'elle pouvait être assurée que vous seriez prêt à vous entretenir avec elle et à lui prêter la collaboration nécessaire dans le domaine de compétence du HCR.

2. D'autre part, nous avons jugé nécessaire de procéder à la détermination du statut de réfugié de M. Habegger. Malheureusement, les réponses au questionnaire que nous avions demandé à Mme de Habegger de remplir nous paraissent insuffisantes; nous avons donc pris prima facie une décision positive. Nous vous envoyons une photocopie de ce questionnaire, pour tous commentaires que vous voudriez bien nous soumettre. Nous avons demandé à Mme de Habegger - qui voyage actuellement en Europe - de nous fournir des renseignements complémentaires.

3. Sur la base des renseignements fragmentaires dont nous disposons, nous ne pensons pas être en mesure d'envisager des démarches à Genève. Néanmoins, compte tenu des aspects humanitaires que présente ce cas, nous n'avons pas d'objection à ce que vous continuiez vos démarches en vue d'obtenir des éclaircissements et de faire auprès des autorités les interventions que vous jugeriez possibles.

NATIONS UNIES
HAUT COMMISSARIAT
POUR LES RÉFUGIÉS



UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER
FOR REFUGEES

c.c.: Siège Genève

600. BRA

Confidentiel

MEMORANDUM

75

A - TO : M. Kevin Lyonette, Représentant Régional pour l'Amérique latine méridionale

DE - FROM : Guy Prim, Représentant Régional Assistant

NOTRE - OUR REF. : 452

VOTRE - YOUR REF. :

Rio de Janeiro, le 2 Août 1978
DATE:

OBJET - SUBJECT : Cas individuel: Miguel Omar GUAGNINI (Nº 451)

1. Il est des cas individuels qu'en son temps M. Aascher nous faisait inclure, nous, chargés de la Protection dans les sections régionales au Siège, dans des tableaux compliqués, destinés à impressionner les représentants des Gouvernements, et nous-mêmes, et à montrer les difficultés, mais aussi les progrès, des tâches de Protection des réfugiés. L'horreur le disputait au danger. Comparés à ceux de Fiorella Badiani, mes tableaux montraient quelques assassinats à Buenos Aires; elle me disait ses soucis concernant l'expulsion projectée de milliers d'Equato-guinéens du Gabon.

Plus tard, ce froid exercice comptable s'est transformé en invite à en faire un essai littéraire (proposition du Service de l'Information lors de la Conférence des Délégués à Genève).

On trouvera ci-après la contribution de la mission de Rio qui aimeraient exposer aux collègues de Buenos Aires et du Siège le cas de M. Miguel Omar Guagnini, réfugié argentin sous le mandat, qui se souviendra sans doute longtemps des avantages immédiats de la protection internationale.

Court résumé du cas

2. M. Miguel Omar Guagnini est le produit d'une bonne éducation universitaire en Argentine et d'années de militance syndicale et politique marxiste-léniniste (de tendance trotskiste) non-armée. Un membre d'une de ces innombrables chambres qui, quoique fort réprimées en Argentine, ont renoué en exil avec les analyses des textes et un début d'autocritique.

Deux des frères de Miguel, Diego et Luis Rodolfo, ont été enlevés à Buenos Aires, le premier il y a plus d'un an (il se trouverait, selon des sources officieuses, dans "un camp de rééducation et récupération"); le second, Luis Rodolfo, correspondant du "Latin America Weekly Report" et autres revues et journaux libéraux de langue anglaise, le 21 décembre 1977 à midi, en plein

.../.



centre de Buenos Aires. L'épouse du premier a été assassinée alors que la compagne du second, enlevée dans le même coup de filet que Luis Rodolfo et ses deux enfants, a été relâchée peu après. Luis est autorisé à appeler par téléphone une fois par mois, d'un endroit inconnu, pour demander des nouvelles de ses enfants. Ses parents pensent que l'on doit à la formidable campagne mondiale qui a suivi son enlèvement cet acte d'humanité (un traitement humanitaire semblable a profité à l'épouse du Dr. Alberto Sanchez - voir notre Note pour le dossier en date du 27 février 1973).

3. Tant de malheurs ont jeté en exil ce qui restait de la famille Guagnini. A São Paulo plus précisément pour les parents (Mme Guagnini est Inspectrice de l'Education nationale en retraite, M. Guagnini est Professeur d'Université en retraite), qui, tous les deux mois, vont déposer à Buenos Aires une demande d'habeas corpus. Leur tenacité est admirable et leur courage aussi (Mme Guagnini faisait partie de ce groupe de mères et épouses qui, chaque jeudi, demande à l'Exécutif argentin où se trouvent leurs enfants ou conjoints). (Leurs déboires avec la Justice argentine vaudraient d'être contés ailleurs).
4. M. Miguel Omar Guagnini, son épouse Raquel et leurs deux enfants, vivaient à São Paulo dans une situation légale précaire, comme des milliers d'Argentins, Chiliens et Uruguayens dont plusieurs fois je vous ai signalé la présence. Miguel entretenait avec l'extérieur (l'Europe et les Etats-Unis) une correspondance d'ordre familial et aussi liée à la disparition de ses deux frères. Il la recevait dans des boîtes postales ou en poste restante, peu confiant qu'il était des services brésiliens de distribution du courrier. Il aurait dû se méfier d'autres services.
5. Les secrets, par exemple, qui, peut-être à la suite de vérifications de boîtes postales ou par lassitude d'un policier collectionneur de timbres-poste venant toujours des mêmes endroits, faisaient une descente fortement armée chez MM. Guagnini, fils et père (respectivement), créant une belle frayeur et leur demande d'aide auprès du HCR, (Annexe I) quelques jours plus tard.

Où les choses se compliquent

6. Vous savez combien le Dr. Paulo Emilio nous aide. Alerté et informé par moi de ce qui s'était passé à São Paulo, il obtenait du Chef de la Police fédérale de São Paulo, le Dr. Dante Martelli, qu'il me reçoive le 27 juillet. Le but de ma visite était de lui expliquer ce qu'était le HCR, ce qu'il faisait au Brésil, ce que les autorités brésiliennes faisaient et aussi ce qu'elles évitaient de faire pour nous aider dans notre tâche. Cet exercice didactique a eu lieu entre deux tasses de café non sucré (le Dr. Dante tente de perdre de son poids) et des professions de foi démocratiques violemment anticomunistes de la part du Chef de la Police fédérale de l'Etat à São Paulo.

J'avais glissé au Dr. Dante que seuls deux incidents avaient, dans la confusion de l'année passée, jeté une ombre au tableau: j'évoquais discrètement les cas Ricci et Torres Castaño. "Ce doit être le fait des polices de l'Etat"



(entendez de São Paulo et Rio) a-t-il ponctué, comme pour se singulariser nettement de collègues douteux.

Pendant notre entrevue, le Dr. Paulo Emilio nous a téléphoné, pour nous saluer tous deux, histoire de montrer la présence du cabinet du Ministre de la Justice (vous savez que le Dr. Paulo Emilio est l'homme de confiance du Ministre Falcão) dans cette affaire qu'il sentait délicate.

7. Rendez-vous a été pris, devant moi, pour que M. Miguel Omar Guagnini se rende le lendemain déposer une dernière fois auprès du Delegado Ubirajara Gonçalves Couto qui, sous la responsabilité du Dr. João Rodrigues, "Coordenador" fédéral, est chargé de faire déclarer aux opposants politiques ce qu'ils ne désirent pas dire.
8. L'entrevue de Miguel Omar a débuté le vendredi 28 juillet 1978 à 14.15hs. Comme à 17 heures il n'était toujours pas sorti du Cabinet du Dr. Ubirajara, je partageais l'inquiétude du père de Miguel, au téléphone, (homme peu impressionnable, au demeurant) d'autant plus que le Dr. Martelli m'avait dit qu'il s'agissait d'une simple déposition qui ne saurait être que courte.
9. Puisque je me trouvais à Rio, j'appelais en ce vendredi soir le Dr. Paulo Emilio qui, malheureusement n'était pas là. Son assistant le Dr. Machado nous recommandait de nous mettre en rapport directement par téléphone avec le Dr. Ubirajara. Ce que nous fîmes.
10. Il était temps - Miguel refusait de déclarer ce qu'on voulait lui faire dire et l'on avait décidé de passer à d'autres méthodes (Annexe II. Récit de Miguel). (Note: l'un des sujets que je propose au Directeur de la Protection, lors des prochaines réunions régionales que nous devrions avoir, est celui-ci: "Du "timing" dans l'intervention d'un représentant du Haut Commissaire".)
11. Dérangé dans son emploi du temps, le Dr. Ubirajara a dû convenir qu'il l'avait mal planifié. Je le remerciais de se ranger si vite à mes arguments et lui disais mon plaisir de voir tant de bonnes dispositions humanitaires après qu'il m'eût déclaré "On ne l'a pas torturé". D'ailleurs, Miguel vous le confirmera".
12. Invité à me rendre à São Paulo le lundi 31 juillet à 14 heures avec notre réfugié, je lui confirmais alors que j'y serais avec plaisir. (M. Guagnini ne voulait plus être interrogé qu'en ma présence).
13. Par un concours de circonstances heureuses (si l'on peut dire), lors d'une réunion sociale à Rio le vendredi soir 28 juillet chez un Consul européen, la conversation est venue sur le Dr. Ubirajara dont on disait grand mal: certains diplomates disaient que ce nom recouvrait en fait plusieurs tortionnaires, dont le Dr. Fleury, d'autres prétendaient qu'il n'existaît pas, d'autres enfin, reprenant des rapports anciens, disaient qu'il était l'auteur de la mort en prison du journaliste Vladimir Herzog dont vous avez appris en son temps le décès, dans les locaux de la police fédérale à São Paulo, en octobre 1975 et dont le rapport



signé par ce même Dr. Ubirajara disant qu'il s'était pendu dans sa cellule quelques heures après son arrestation largement diffusée dans le monde entier, n'avait convaincu que peu de gens.

J'avais bien pourtant parlé au Dr. Ubirajara par téléphone et allais le rencontrer.

Preuve que le Dr. Ubirajara existe et qu'il ne se qualifie pas pour la Médaille Nansen

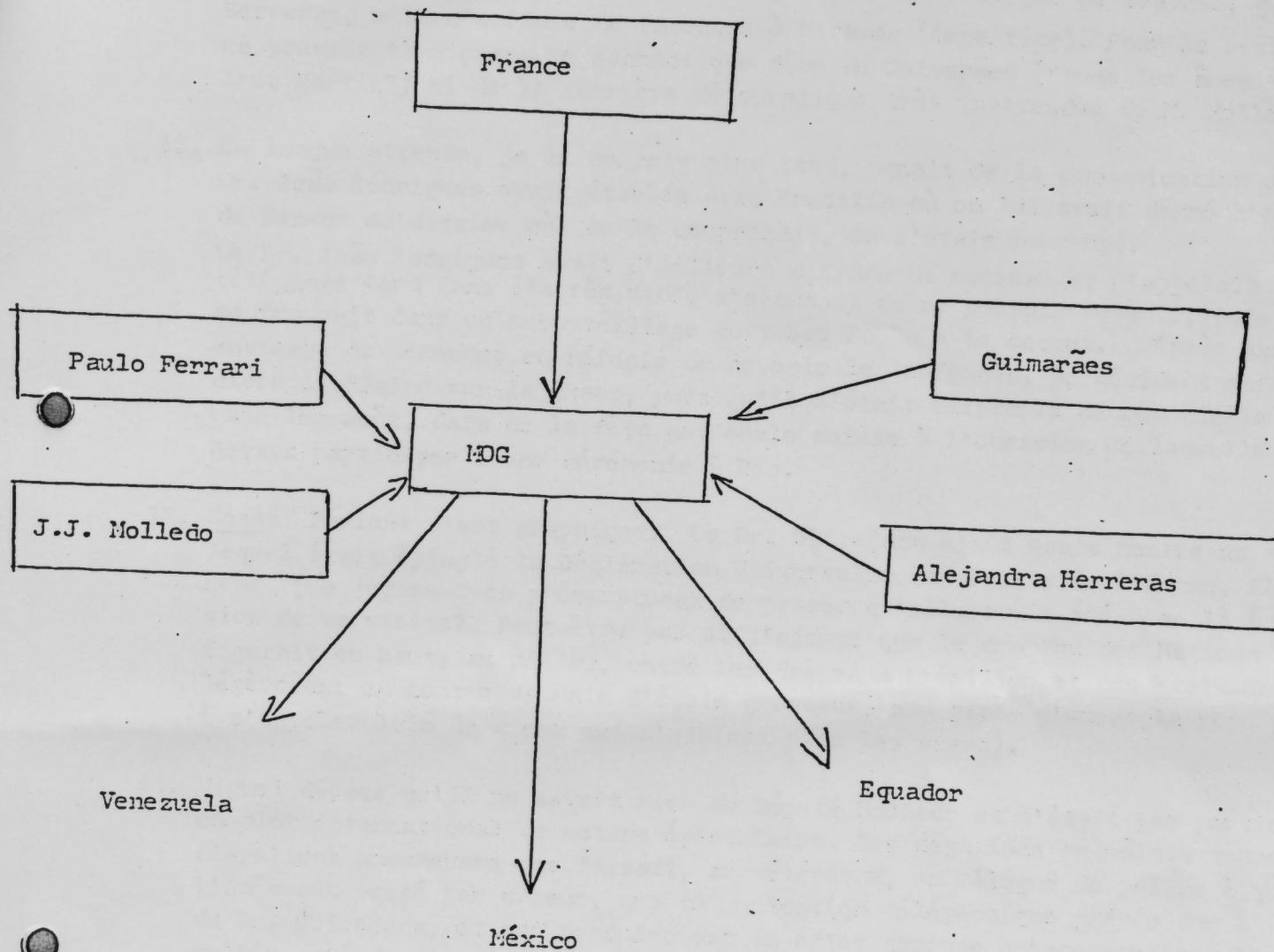
14. Me pardonnera-t-on de dire que le Dr. Ubirajara ressemble à un danseur de flamenco endimanché? C'est ainsi qu'il m'est apparu ce lundi 31 juillet à São Paulo, sur les marches de l'escalier d'honneur des locaux de la très célèbre maison sise Rua Piaui, tiré à quatre épingles dans son costume d'été couleur moutarde. Sa barbe noire bien taillée semble être le seul détail de fantaisie de ce personnage que vous hésiteriez à prendre en auto stop à vos côtés, pour utiliser un mot qui a eu quelque succès en son temps.

Petit, les lèvres épaisse qu'aurait aimé dessiner l'épouse du Consul des Etats-Unis, en poste à São Paulo avant d'être rappelé à d'autres tâches peut-être moins artistiques que celles qu'ils avaient au Brésil, l'air décidé et même tête (je suis resté cinq heures face à lui et ai pu juger de sa détermination), le Dr. Ubirajara est du genre de ceux dont on rapporte les atrocités en disant: "Ah, vraiment! Jamais je n'aurais cru!"

Ses assistants sont "le Turc" (rien à voir avec le doux Nacif, un temps mari puis commode amant de la "Gabriela" de Jorge Amado) et "Le Japonais", nouveau venu dans le groupe mais dont la carrière fulgurante était commentée ce jour-là, par mégarde et ressentiment, par un policier mécontent qui n'avait pas noté notre présence. Errent aussi dans les couloirs peu fréquentés aujourd'hui de la maison de la Rue Piaui de nombreux policiers en civil désœuvrés, engoncés dans des vêtements, (de camouflage) à la mode, et lisant des illustrés: la récente libéralisation brésilienne les a privés, lit-on dans les journaux, d'activités plus frénétiques.

15. Un long moment seul avec le Dr. Ubirajara, j'ai pu lui expliquer les derniers 14 mois du HCR passés à Rio à aider discrètement le Gouvernement brésilien et des réfugiés en transit qui ne répondraient pas au noir portrait qu'il en avait dessiné. Confidence pour confidence, il me montrait alors la preuve de la culpabilité de M. Guagnini: un croquis fait par les services secrets brésiliens d'un réseau de distribution d'une revue trotskiste expédiée par des exilés argentins à Paris et répartie ensuite à partir de São Paulo, au Venezuela, en Equateur et au Mexique. Le "Coordenador" Dr. João Rodrigues nous avait alors rejoints et s'étonnait, au fond, qu'une brochure, pour aller de Paris à Caracas, transite par São Paulo. Là était le crime de Miguel: il était une boîte aux lettres.

16. Le dessin du SNI (Serviço Nacional de Informações) mérite d'être reproduit ci-dessous:

Légende:

M.O.G.= Miguel Omar Guagnini

Paulo Ferrari = ami de Miguel, ayant un compte en banque avec lui. Travaille comme représentant de commerce avec lui.

J.J. Molledo = renseignements pris, un temps guerrillero, M. Molledo est actuellement député au Parlement vénézuélien

Guimarães = nom très courant au Brésil

Alejandra Herreras = citoyenne nord-américaine, fille d'un haut fonctionnaire des Nations Unies.



17. Miguel ne connaissait personnellement, outre son collègue de travail, que Mme Herreras, amie d'enfance de vacances à Miramar (Argentine). Pour le reste, il ne pouvait témoigner, ne sachant que dire de Guimarães ("tous les âmes s'appellent Martin") ni de la carrière démocratique très inattendue de M. Molledo.
18. La longue attente, je le compris plus tard, venait de la communication que le Dr. João Rodrigues avait établie avec Brasilia où on lui avait donné l'ordre de fermer un dossier où, on le comprenait, on s'était fourvoyé. Le Dr. João Rodrigues avait d'ailleurs disparu de nouveau et m'appelait par téléphone tard dans l'après midi, s'excusant de ne pouvoir revenir, puis qu'il se trouvait dans un embouteillage dont São Paulo a le secret. Après avoir envisagé de demander au réfugié de revenir le lendemain, on décidait enfin de clôturer l'affaire sur le champ, puis qu'il m'était difficile de revenir le lendemain 1er août, date de la fête nationale suisse à l'occasion de laquelle je devais participer à une cérémonie à Rio.
19. Note: Parlant d'art graphique. Le Dr. Ubirajara était assis contre un mur sur lequel était épingle la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, flambant neuf (me jugera-t-on présomptueux de penser qu'elle avait été mise là à l'occasion de ma visite? Peut-être pas si j'ajoute que le drapeau des Nations Unies y figurait en haut, au milieu, entre les drapeaux brésilien et des Etats-Unis, légèrement en contrebas mais d'égale grandeur, aux pieds d'un aigle repu prêt à s'envoler loin de ceux qui n'étaient plus les siens).
20. Miguel déposa qu'il ne savait rien du Député Molledo et n'était pas partie à un complot international de nature épistolaire. Ses négations se mêlaient aux déclarations amoureuses que faisait, au téléphone, un Délégué de police à qui l'on avait passé par erreur, une communication téléphonique privée sur l'intérieur du Dr. Ubirajara, et qui produisaient un effet comique qu'accentuaient les difficultés qu'éprouvait le greffier à écrire sous dictée du Dr. Ubirajara l'adjectif "trotskiste".
21. Ayant répondu aux questions du Dr. Ubirajara, manifestement contraint de clore, sur ordre de Brasilia, une affaire qu'il semblait avoir découverte, nous nous quitâmes après maints "abraços", fête à laquelle s'est joint le Dr. João Rodrigues, soudainement libéré des embarras de la circulation et d'affaires délicates.

CONCLUSION

22. Une fois encore, on remarquera la bonne disposition des autorités brésiliennes et de l'aide inestimable du Dr. Paulo Emilio qui m'a fait pénétrer dans l'immeuble de la rue Piaui. Ajoutez à cela que le Brésil vient de doubler/^{le} montant de sa contribution volontaire. N'y a-t-il pas là matière à satisfaction?

NATIONS UNIES
HAUT COMMISSARIAT
POUR LES RÉFUGIÉS



M. Koulisher
UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER
FOR REFUGEES

71

MEMORANDUM

CONFIDENTIAL

Regional
c.c. Branch Office
Buenos Aires

A - TO : UNHCR Headquarters

DE - FROM : Guy Prim, Assistant Regional Representative for the Southern part of Latin America

NOTRE - OUR REF. : 75

VOTRE - YOUR REF. :

OBJET - SUBJECT : Argentine national deceased during detention in Porto Alegre, Brazil

600 BRA

100 BRA. LAM

Guy Prim HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES
3 MAY 1978

Rio de Janeiro

DATE: 14 February 1978

64

1. Reference is made to Mr. Koulisher's memorandum dated 21 November 1977 concerning the death in jail of an Argentinian citizen, while under custody of Brazilian Police in Porto Alegre.

2. The following information has been provided to us by the US Consulate General in Rio de Janeiro which, upon our request, got it from their Consul in Porto Alegre!

Mr. Bevacqua, an Argentinian, was detained during an identity checking in the streets. He later suffered from an indisposition and was brought to the emergency room of a hospital. He later died there. Two autopsies were then done since, according to our sources, the police did not want to be accused later that the Argentinian citizen died under torture (as it recently occurred in Belo Horizonte among other places). Autopsies showed that Mr. Bevacqua died of heart attack.

3. We later checked with other reliable sources who expressed doubts on such a version of facts, suggesting that Mr. Bevacqua, a militant, may have poisoned himself to avoid revealing facts under torture.

4. Mr. Bevacqua's episode occurred at a time when, apparently, the Montonero movement tries to reorganize what is left of its militants and strength, in Brazil and Uruguay.

5. The Argentinian military intelligence is reported to be active in Brazil these days. Names which are mentioned are in particular the one of a Navy officer (a "Teniente de Fragata") known as "El Gato" who was in November last in Uruguay (may be the responsible for the Estrella's case) and who has been seen in Brazil recently. Also belonging to the Navy Intelligence is Silvina LABAYRU, formerly a Montonero militant responsible for intelligence services within that group. She now reports to the Argentinian Navy. She has been seen in Brazil recently.

Files 600.ARG
600.BRA
600.LAM
630.ARG
630.BRA
630.LAM
521.LAM
010.ARG
010.BRA

cc: HC
DHC

MM/MS Becket Koulisher
Brissimi Luke
Coat Moussalli
Homann-Herimberg
Jackson Rizvi
Jaeger Simmance
Jahn

Regional Office, New York
Regional Office, Buenos Aires
Mr. Prim, c/o UNDP, Rio de Janeiro
Registry

REPORT ON LATIN AMERICA

On my return from Buenos Aires at the end of December 1977, the situation in the southern part of Latin America was discussed at a meeting chaired by the High Commissioner (Sadruddin Aga Khan), which was followed by an animated exchange of views. I was then asked to put in writing the introduction I made to that meeting. I am also taking advantage of this report to make some additional remarks.

INTRODUCTION

1. It is said that at the end of their lives both General San Martin, who liberated the southern part of the continent and then lived in exile in France, and Simon Bolivar, who died poor and abandoned by all his friends, are supposed to have said that "Latin America is not governable". Indeed, since their independence some 150 years ago, most of the countries have faced great political instability. Usually, Presidents or Dictators, civil or military governments take their power through a "coup", and only a few of them were elected democratically. During the last ten years, generals have taken over the governments of Argentina, Bolivia, Chile and Uruguay, whilst Brazil and Paraguay were already governed by the Army. The Regional Office in Buenos Aires, of which I was in charge for more than two years, covered these six countries, which I visited frequently.

2. There are different theories for the existence of these military régimes, which sometimes followed periods of instability, for which various explanations are also given. However, there is no doubt that substantial sectors of the local

refugees for local integration. Since, after the coup in Argentina and the horrors of the coup in Chile, the international community decided in a humanitarian gesture to grant installation visas, there is now a kind of general understanding that these new groups of refugees should be resettled outside the country of first asylum, even in Europe, Australia, Canada, etc. The Latin American countries (Mexico, Costa Rica, Venezuela, etc.) who have accepted a great number of Chilean and Argentinian refugees consider they have now taken their share of the responsibility and, with the exception of a few cases, are not prepared to give more visas. They also considered that having a large group of left-ish refugees might endanger their internal political life.

6. During the last four years, more than 18,000 refugees from Latin America have been resettled abroad, with the assistance of UNHCR, mainly in the Scandinavian countries, France, Canada, Romania, etc. From recent discussions with embassies of these countries of immigration, there is an indication that those that up to now received large numbers of refugees will considerably reduce their quota of immigrants. Various reasons are given - bad economic situation, refugees continue to have political activities in their host countries, duration of these problems for which no solution can be seen, refugees from Uruguay, then Chile, then from Argentina - i.e., continuous arrivals of new refugees requesting resettlement. Efforts will naturally continue to be made to increase the quota, or at least to keep it at the same rate. However, with new refugee problems, refugees from Argentina compete for resettlement with those from Brazil, Uruguay, etc., as receiving countries usually have a fixed quota. It would certainly be wise to keep visas available for the most deserving cases, i.e. those for whom, because of their political affiliations or past activities, local integration cannot be envisaged. Therefore, unless a substantial increase of the immigration quota can be obtained, resettlement will have to be limited to the most deserving cases.

LOCAL INTEGRATION

7. Thousands of refugees are still unsettled in Argentina, Brazil, Uruguay and Paraguay; their care and maintenance is continuously increasing, and costs UNHCR millions of dollars annually. In 1974 the refugee population in Argentina was estimated at 12,000 and the UNHCR contribution amounted to \$ 1,600,000. In 1977, UNHCR will have spent approximately \$ 3,650,000 for some 7,500 refugees. Some of these refugees wait for years in reception centres and hotels without

refugees for local integration. Since, after the coup in Argentina and the horrors of the coup in Chile, the international community decided in a humanitarian gesture to grant installation visas, there is now a kind of general understanding that these new groups of refugees should be resettled outside the country of first asylum, even in Europe, Australia, Canada, etc. The Latin American countries (Mexico, Costa Rica, Venezuela, etc.) who have accepted a great number of Chilean and Argentinian refugees consider they have now taken their share of the responsibility and, with the exception of a few cases, are not prepared to give more visas. They also considered that having a large group of left-ish refugees might endanger their internal political life.

6. During the last four years, more than 18,000 refugees from Latin America have been resettled abroad, with the assistance of UNHCR, mainly in the Scandinavian countries, France, Canada, Romania, etc. From recent discussions with embassies of these countries of immigration, there is an indication that those that up to now received large numbers of refugees will considerably reduce their quota of immigrants. Various reasons are given - bad economic situation, refugees continue to have political activities in their host countries, duration of these problems for which no solution can be seen, refugees from Uruguay, then Chile, then from Argentina - i.e., continuous arrivals of new refugees requesting resettlement. Efforts will naturally continue to be made to increase the quota, or at least to keep it at the same rate. However, with new refugee problems, refugees from Argentina compete for resettlement with those from Brazil, Uruguay, etc., as receiving countries usually have a fixed quota. It would certainly be wise to keep visas available for the most deserving cases, i.e. those for whom, because of their political affiliations or past activities, local integration cannot be envisaged. Therefore, unless a substantial increase of the immigration quota can be obtained, resettlement will have to be limited to the most deserving cases.

LOCAL INTEGRATION

7. Thousands of refugees are still unsettled in Argentina, Brazil, Uruguay and Paraguay; their care and maintenance is continuously increasing, and costs UNHCR millions of dollars annually. In 1974 the refugee population in Argentina was estimated at 12,000 and the UNHCR contribution amounted to \$ 1,600,000. In 1977, UNHCR will have spent approximately \$ 3,650,000 for some 7,500 refugees. Some of these refugees wait for years in reception centres and hotels without

Brazil

11. At the beginning of 1977, during my first meetings with the authorities of this country, whose importance in the continent is not always understood, it was agreed that UNHCR would do its utmost to find resettlement possibilities during the first six-month period following the arrival of the refugees, it being understood that for those not resettled after that period a formal request would be addressed to the Brazilian authorities to facilitate local integration, with financial help from UNHCR if necessary. Although not very enthusiastic, the government never refused the idea, repeating that they are no longer a country of immigration and therefore local integration of refugees would be difficult. It should be noted, however, that during the last few years tens of thousands of Portuguese have settled there, and it is difficult to admit that this should not be possible for a few hundred refugees, who could be spread out all over the country.

12. Asylum-seekers, mainly of Argentinian origin, continue to arrive, and although countries such as, for example, Belgium and the Netherlands have decided recently to accept refugees from Brazil, it is doubtful that all will be resettled. In order to avoid the creation of a situation, as in Argentina, of a caseload of refugees waiting for years for resettlement, continuous pressure should certainly be brought to bear on the Brazilian authorities and on the refugees themselves to accept local integration. Otherwise, UNHCR will soon be spending hundreds of thousands of dollars annually on Brazil. In November and December, approximately \$ 60,000 were allocated each month to Caritas on care and maintenance in Brazil alone for a refugee population of 280 persons.

13. To a much lesser extent, the same problems exist in Paraguay and Uruguay. In the latter country in particular, a refugee, receiving care and maintenance for months from UNHCR, has been rejected for resettlement by four countries, and his local integration, although he did not wish it, had to be envisaged. Whilst continuing to find as many resettlement possibilities as possible, UNHCR Headquarters should certainly continue to give full and unrestricted support to the Buenos Aires Regional Office to continue negotiation with the local governments with a view to having a great number of refugees integrated locally.

people should intrinsically be recognized under the High Commission's Mandate, there is no doubt that our effectiveness, at least locally and probably internationally, is proportionately diluted with the number of cases which local Governments and Embassies believe doubtful. Our credibility with local Governments and Embassies is fundamental to successful interventions on behalf of refugees fearing severe persecution and it is vital that we safeguard this credibility and effectiveness by visibly not extending protection, due to over-generous benefit of the doubt criteria or similar motives, to such cases."

18. This question of eligibility, which at face value is fundamentally a protection matter, has repercussions, as mentioned above, on resettlement. It is also linked with assistance, since, for well-known reasons, almost all recognized refugees are receiving UNHCR help and there is a strong temptation for economic migrants to seek refugee status. We can wonder how long UNHCR will be in a position of financing such an important programme of several millions a year in Latin America.

19. The other implication of eligibility is the final responsibility of the refugee situation in a given country. Up to now, governments in the southern part of Latin America consider their refugee problems as being the entire and only responsibility of UNHCR, i.e., of the international community. It is a long process to make them understand the basic UNHCR eligibility criteria, and will probably necessitate UNHCR giving more attention to their views on refugee problems.

CONCLUSIONS

20. Making local authorities more aware of refugee problems, and making them understand UNHCR policy, adopt asylum practice and permit refugees to settle locally, remain important tasks to be continued. Hereunder are some suggestions for reaching this goal:

- Establishment of permanent contacts with OEA and discussions, on a regular basis, with its secretariat on refugee problems in Latin America;
- Attendance by UNHCR at OEA meetings in which refugee problems can be expressed;
- Invitation to UNHCR Headquarters of some key officials (as was done for a great number from Europe and Africa);

- Although a delicate matter, promotion of meetings (to be organized, as the case may be, by bodies other than UNHCR) on refugee problems;
- Making regular courtesy visits to the governments, particularly the Ministries of the Interior, in the course of which UNHCR policy might be explained;
- Limiting our official "protest" to clear and well-documented cases, avoiding giving the impression that through naivety and misguided humanitarian zeal we are helping those considered as "dangerous enemies";
- Editing information material in Spanish (which up to now scarcely exists) specially worded for Latin America.

21. Refugee problems in Latin America are very politicalized, and it is a continual danger for the Regional Office to be misused by governments, the press, pressure groups or some refugees themselves. As in any such delicate situation, there are differences of opinion on the policy to be adopted. Some say that it was futile to seek the collaboration of local governments, and that it can be even more dangerous for the refugees, as governments collaborate and exchange information on refugees considered in their "fight against subversion and terrorism" as dangerous enemies. Other draw our attention to the fact that some of these refugees are members of political groups fighting the ruling régime and organized on a regional basis as, for example, the "junta de coordinacion revolucionar", and therefore should not be dealt with by our Office. In his speech to the 1976 Executive Committee, the then High Commissioner stated that terrorists were excluded from his mandate. Experience in Latin America has shown that it is very difficult to define who is a terrorist, and in refugee matters "there is also "a judicial vacuum" as far as terrorists are concerned". (Meeting on terrorism, League of Human Rights, Le Monde, 1 November 1977.)

22. Such delicate situations would certainly call for more frequent exchanges of views between staff concerned in Headquarters and staff in the field. This would certainly be the only way to define a UNHCR policy geared to a solution of the problems of refugees who are waiting years to be integrated somewhere.

R. Muller

17 January 1978

010.NOR

523.BRA.NOR

600.BRA✓

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

NAÇÕES UNIDAS

PROGRAMA PARA O DESENVOLVIMENTO

67

Strictement confidentiel

4 J 1978

R.O. Buenos Aires ✓

Siège Genève

NOTE POUR LE DOSSIER

Guy Prim, Délégué Régional Assistant pour l'Amérique Latine méridionale

(que l'on attendra cette fin d'année);

Rio de Janeiro, le 20 décembre 1977

2) enfin que le Gouvernement brésilien, avec l'appui du représentant étranger, animait une grande des missions d'intérêt brésilien, et émissaire dans les affaires internes brésiliennes (que l'on se rappelle la Visite de l'Ambassadeur de Norvège au Brésil dans une circonstance de la fin novembre 1977 ou bien de l'effet obtenu par l'ambassadeur porté par les Etats-Unis de São Paulo contre M. Joaquim Angel Ricco).

3). Le 13 décembre 1977, j'ai reçu la visite, sur sa demande, de S.E. M.Peter Michael Motzfeldt, Ambassadeur de Norvège au Brésil, de passage à Rio. Le Consul Général de Norvège à Rio de Janeiro l'accompagnait.

2. S.E. M. Motzfeldt avait reçu pour mission de son Gouvernement de prendre contact avec quelques personnes afin de connaître leur opinion sur le projet qu'a la Norvège d'accorder des visas d'asile à des prisonniers politiques brésiliens (dont le nombre serait de 350 environ) et d'obtenir du Gouvernement brésilien, pour des raisons purement humanitaires, leur libération et leur départ immédiat du Brésil.

100.BOL.GEN 3. On se souviendra peut-être (voir mon rapport de mission en Bolivie en date du 31 mars 1977, page 6, paragraphes 15 et 16) que la Norvège a obtenu des libérations de nationaux assez spectaculaires dans des cas réputés très difficiles, au Chili et en Bolivie. Le Gouvernement norvégien se demandait si une telle opération ne pouvait se répéter au Brésil : il avait mis 60 visas de côté dans cette éventualité.

4. Puisque l'Ambassadeur de Norvège me le demandait, et bien que cela sorte de notre compétence stricte, j'ai dit les difficultés qui, à mon avis, surgiraient

a) difficultés juridiques:

1) la Constitution Brésilienne ne comporte pas, comme c'est le cas de plusieurs pays latino-américains de tradition constitutionnelle hispanique le droit d'option (voir, par exemple, l'article 23 de la Constitution argentine), vestige de la pratique du "bannissement" qu'a connue l'Europe jusqu'à la fin du XIX ème siècle.

2) à émettre un sauf-conduit (comparable à celui que l'on donne à des asilés d'ambassades) ou un passeport avec clause de non retour (comme dans le cas des prisonniers politiques chiliens bénéficiaires du "Programme de libération" du 11 septembre 1974) le Gouvernement brésilien innoverait (on se demande toujours à l'heure actuelle comment et où sortiront les "asilés" à la Nonciature apostolique à Brasilia);



b) difficultés d'ordre politique:

- 1) du peu que l'on connaît des tendances actuelles du Gouvernement brésilien, telles qu'elles transparaissent dans les conversations que nous avons avec ses représentants des Ministères des Affaires étrangères ou de la Justice, on peut dire sans trop se tromper que l'on cherche pour ces prisonniers (dont on ne reconnaît pas, par ailleurs, la qualité de "politiques") une autre solution dont les effets internes seront plus exploitables: l'amnistie (que l'on attend en cette fin d'année);
 - 2) enfin que le Gouvernement brésilien verrait d'un mauvais œil qu'un Gouvernement étranger, animé sans doute des meilleures intentions humanitaires, s'immisce dans les affaires internes brésiliennes (que l'on se rappelle le peu de succès des récentes démarches nord-américaines de la fin novembre 1977 ou bien de l'effet causé par l'intérêt porté par le Consul des Etats Unis de São Paulo envers M. Miguel Angel Ricci).
5. A ces arguments, le Cardinal de São Paulo, D.Paulo Evaristo Arns, contacté aussi discrètement par l'Ambassadeur de Norvège, a ajouté celui que, finalement, les prisonniers politiques brésiliens ne sont pas si mal traités (sauf dans le Nord-Est), ce que m'avait dit, le 29 novembre, le Cardinal de Rio, D. Eugenio Sales, qui va parfois célébrer la messe dans les prisons et réconforter les prisonniers.
6. L'Ambassadeur de Norvège au Brésil a noté ces arguments qu'il devrait consigner dans un rapport à transmettre à Oslo.
7. Les autres sujets de conversation que nous avons eus portaient sur l'élection du Haut Commissaire, que l'Ambassadeur de Norvège connaît et dont il a loué les qualités; l'incident du départ de M. Espinoza Sepúlveda pour la Norvège dans les conditions que l'on sait et dont on a bien voulu oublier les péripéties malheureuses, et enfin la possibilité d'utiliser ce quota de 60 visas décidés par le Parlement norvégien en faveur des réfugiés en transit au Brésil. En résumé, une bien bonne conversation.

INCOMING CABLE

2. Dispatched from Rio de Janeiro on 1.12.78 at hours
Received on 2.12 at hour

3. LTF ESTAT ESTAT PRIORITY

4. File number(s) 600.BRA 100.BRA.LAM
641.BRA.URU I.C. SALIBERTI ROSAS, Lilian
600.URU RODRIGUEZ DIAZ, Universindo

5. TEXT (Type text in a lower case. Punctuation should be indicated by appropriate signs and not spelt out. Each paragraph should start on a new line.)

Action: Mr. Franco

1. Distribution

cc: MM./MS. Franco
Jackson
Jaeger
Jahn
Jenny
Labreveaux
Messina

Muller STOKER
FOR REBUSES

ARRIVED
5 DEC 1978

HCR/RJ/558 From Prim

Re our HCR/RJ/548 and further telecom with Franco on 30 November. Following is summary of information as gathered from press reports and church sources in Montevideo, Porto Alegre and Sao Paulo:

Primo On 12 November young children Camilo and Francesca were abducted by unknown armed men some of them speaking Portuguese others Spanish. Have transitted under custody in an unknown place which, according description given by Camilo, might be police headquarters Porto Alegre. On 12 November night were driven to Uruguayan border and later handed to Uruguayan officials.

Secundo Children were kept as hostages in Uruguay. Their mother Lilian and apparently also her companion Universindo stayed under armed custody in the apartment in Porto Alegre, supposedly in order to attack other Uruguayan exiles checking on Lilian and Universindo's whereabouts.

Tertio Uruguayan exiles in Brazil suspected detention ~~as~~ worst and contacted two reporters who accepted to call on Lilian's apartment. According to confidential report which just reached us and which is not repeat not confirmed, that unexpected visit on 17 November of two Brazilian reporters to Lilian's apartment precipitated the decision to transfer at once Lilian and Universindo by plane to Sao Paulo. In Sao Paulo, according to same confidential unconfirmed information, they were handed to two Uruguayan officials and transferred by plane to Montevideo.

Quarto On Saturday 25 Uruguayan armed forces published a press release stating that Lilian and Universindo were jailed in Uruguay after having been detained while trying to cross the border illegally (false identity documents) and also carrying "subversive literature".

Quinto As already reported by phone to Buenos Aires and also Headquarters, I was received on Monday 27th by Ambassador Luiz P. Lindberg Sette, Director International Organizations at Minforaff. Ambassador showed deep preoccupation on what he qualified "that strange business in

/g?